

EDF et AREVA

Un rapprochement forcé

Depuis l'annonce des difficultés très grandes d'AREVA début 2015, l'État traînait les pieds pour recapitaliser son entreprise publique. Pourtant, il est responsable de cette situation au travers de la désignation de ses dirigeants et du manque de contrôle qu'il a exercé.

On sait que la seule solution qu'il a trouvée pour essayer de limiter cette recapitalisation a été d'imposer à EDF de reprendre une partie d'AREVA appelée AREVA NP.

FO Énergie et Mines a manifesté depuis le départ son hostilité à cette reprise.

### L'ALTERNATIVE AU RACHAT

On ne voit pas pourquoi EDF rachèterait aujourd'hui, dans un contexte économique dégradé, AREVA NP alors que ce n'est pas l'histoire de l'entreprise et qu'EDF n'a jamais été propriétaire de FRAMATOME au plus fort du développement du nucléaire.

À cela s'ajoute le risque financier de la centrale finlandaise OL3, qui n'est pas terminé.

FO avait en revanche milité fortement pour que les deux entreprises publiques travaillent enfin de concert dans le sens d'un développement harmonieux de la filière nucléaire et d'une coopération sincère entre nos deux entreprises.

La filière nucléaire emploie, rappelons-le, 220 000 salariés.

### QUELQUES MOIS APRÈS, OÙ EN EST-ON ?

Le dossier finlandais n'est toujours pas réglé en dépit du discours velléitaire du ministre MACRON ; AREVA est toujours en aussi grande difficulté ; quant à EDF, elle est aussi maintenant en grande difficulté, pour au moins deux raisons :

■ D'abord, car tout le monde a compris que l'État pouvait imposer à EDF des mesures auxquelles elle était hostile.

■ Ensuite, car le retrait d'AREVA du dossier HINKLEY POINT où il contribuait à hauteur de 10 % de l'investissement, amène EDF à consolider dans ses comptes la totalité de ce gigantesque projet qui lui fait courir un risque très grave, compte tenu des risques industriels majeurs qui demeurent. C'est à travers cela qu'il y a un lien entre les dossiers AREVA et HINKLEY POINT.

EDF et AREVA

Un rapprochement forcé

Dans ce contexte, l'État a fini par s'adapter, car il ne pouvait plus attendre la résolution des problèmes de la centrale finlandaise et qu'il devait faire des annonces avant la clôture des comptes d'AREVA fin février.

Il a donc été demandé à EDF d'annoncer un accord sur le prix du rachat d'AREVA NP (2,5 Mds euros assortis de clauses complémentaires), ce que le Conseil d'EDF a voté hier (moins FO et certains représentants des salariés qui restent hostiles à la logique de l'opération). À ce stade, il ne s'agit pas d'une offre ferme puisque la question de l'immunisation d'EDF par rapport au risque OL3, mesure exigée par EDF depuis l'origine, n'est pas résolue.

Et dans la foulée, l'État a annoncé une recapitalisation d'AREVA de 5 milliards d'euros, à la demande de l'entreprise.

FO Énergie et Mines se félicite que l'État ait enfin commencé à prendre ses responsabilités d'actionnaire envers AREVA.

FO Énergie et Mines tient à réaffirmer sa solidarité avec les personnels d'AREVA, durement frappés par un plan social dû à l'inconséquence de ses dirigeants.

Nous rappelons également que la solution de reprise d'AREVA NP n'est pas fondée sur une logique industrielle, qu'elle n'apportera rien d'efficace à la filière puisque les synergies entre EDF et AREVA NP seront limitées pour des raisons de concurrence et qu'elle accentue encore plus les difficultés financières d'EDF.

En complément

Communiqué de presse d'EDF

<https://www.edf.fr/groupe-edf/espaces-dedies/medias/tous-les-communiques-de-presse/decision-du-conseil-d-administration-du-27-janvier-2016>

Communiqué de presse d'AREVA

<http://www.aveva.com/FR/actualites-10704/deux-etapes-clefs-du-refinancement-d-aveva-enclenchees.html>

Communiqué de presse de l'Élysée

<http://www.elysee.fr/communiques-de-presse/article/refondation-de-la-filiere-nucleaire/>